

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**MY MONEY BANK**

Établissement de crédit agréé en qualité de banque  
 Société Anonyme au capital de 276 154 299,74 €  
 784 393 340 - R.C.S. Nanterre  
 Siège social : Tour Europlaza – 20 avenue André Prothin  
 92063 Paris La Défense cedex

**Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2025****I. — Bilan**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>Au 31/12/2024</b>	<b>Au 31/12/2023</b>
Caisse, banques centrales, C.C.P.		23 133	31 298
Effets Publics et valeurs assimilées	15 - 30 - 34	133 058	92 303
Créances sur les établissements de crédit	13 - 26a - 29 - 30	1 410 457	1 589 464
Opérations avec la clientèle	14 - 26a - 29 - 30	4 924 369	5 079 196
Obligations et autres titres à revenu fixe	15 - 18 - 26a - 30 - 34	476 024	1 450 128
Actions et autres titres à revenu variable	15 - 30 - 34	491	-
Participations et autres titres détenus à long terme	16 - 18 - 29 - 32	7 024	3 119
Parts dans les entreprises liées	16 - 26a - 29 - 32	73 530	68 317
Crédit-bail et location avec option d'achat	17 - 26a	0	0
Immobilisations incorporelles	18 - 26a	3 376	4 839
Immobilisations corporelles	18	3 917	4 566
Capital souscrit non versé		-	-
Autres actifs	19	58 445	60 042
Comptes de régularisation	20	112 244	138 575
<b>Total de l'actif</b>		<b>7 226 067</b>	<b>8 521 849</b>

  

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>Au 31/12/2024</b>	<b>Au 31/12/2023</b>
Caisse, banques centrales, C.C.P.		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	21 - 29 - 30	3 611 675	3 000 862
A vue		238 301	110 000
A terme		3 373 375	2 890 861
Opérations avec la clientèle	22 - 29 - 30	2 928 096	4 788 673
A vue		663 566	362 290
A terme		2 264 529	4 426 383
Dettes représentées par un titre	23 - 29 - 30	-	-
Autres passifs	24	31 636	30 990
Comptes de régularisation	25	33 656	45 430
Provisions pour risques et charges	26	89 295	69 191
Dettes subordonnées	27 - 29 - 30	164 276	153 905
Fonds pour risques bancaires généraux		-	-
Capitaux propres hors FRBG		367 433	432 798
Dont Capital souscrit	28	276 154	276 154
Dont Primes d'émission	28	28 474	28 474
Dont Réserves	28	27 875	27 875
Dont Report à nouveau	28	100 294	128 028
Dont Résultat de l'exercice	28	-65 366	-27 734
<b>Total du passif</b>		<b>7 226 067</b>	<b>8 521 849</b>

Hors bilan	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Engagements donnés		
Engagements de financement	130 673	239 630
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	130 673	239 630
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie	2 880 702	3 159 909
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit	2 845 029	3 099 597
Dont entreprises liées	2 841 762	2 896 330
Dont participations	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	35 673	60 312
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	-	-
Total	3 011 375	3 399 539
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de financement reçus de la clientèle	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie	2 059 318	104 800
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	4 844	104 800
Dont entreprises liées	-	100 000
Dont participations	-	-
Engagements de garantie reçus de la clientèle	2 054 474	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	-	-
Total	2 059 318	104 800

## II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	02	282 730	261 735
Intérêts et charges assimilés	02	-190 320	-150 417
Produits sur opérations de Crédit-Bail et assimilés	03	-	1 689
Charges sur opérations de Crédit-Bail et assimilés	03	-	-134
Revenus des titres à revenu variable	04	5 068	3 531
Commissions (produits)	05	10 045	15 079
Commissions (charges)	05	-18 498	-25 654
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	06	-15 214	-16 626
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	06	473	1 227
Autres produits d'exploitation bancaire	07	47 026	39 413
Autres charges d'exploitation bancaire	07	-1 648	-2 938
Produit net bancaire		119 662	126 905
Charges générales d'exploitation	08	-141 207	-120 100
Charges de personnel		-86 130	-64 440
Autres frais administratifs		-55 077	-55 661
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-2 162	-2 408
Résultat brut d'exploitation		-23 708	4 396
Coût du risque	09	-41 561	-32 253
Résultat d'exploitation		-65 269	-27 857
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	10	-97	123
Résultat courant avant impôts		-65 366	-27 734
Impôt sur les bénéfices	11	-	-
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	12	-	-
Résultat net		-65 366	-27 734

### III. — Affectation du résultat

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constatant que le résultat de l'exercice 2024 est une perte de 65 365 732,99 euros, l'Assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice de la manière suivante :

— au compte « Report à Nouveau » à hauteur de 65 365 732,99 euros

Le compte Report à Nouveau se montera après affectation à 34 928 557,28 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, relatives à l'information sur les distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents, nous vous rappelons que :

— il n'a été distribué aucun dividende au titre des exercices sociaux clos le 31 décembre 2021, le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2023 ;

— il ne sera pas proposé de distribution de dividendes au titre de l'exercice social clos le 31 décembre 2024.

Nous vous informons que la Société a supporté une charge de 194 687 euros au titre de l'article 39-4 du Code général des impôts au cours de l'exercice écoulé.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

### IV. — Annexe

Note 1. — Notes annexes aux comptes annuels au 31 décembre 2024

Principales règles d'évaluation et de présentation

#### 1. — Présentation des comptes

Les comptes annuels de MY MONEY BANK (ci-après « MMB ») ont été établis conformément aux dispositions du règlement N° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire émis par l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

MMB présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

MMB est détenue par CCF HOLDING, à hauteur de 99,99 % (soit 43 284 372 actions) et par Sorefi à hauteur de 0,01 % (soit 1 action).

#### 2. — Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2024 a été marqué par les événements significatifs suivants :

##### 1. — Signature d'un accord collectif portant rupture conventionnelle

Au terme d'une négociation engagée en novembre 2023, la direction de My Money Bank et les organisations syndicales représentatives de la société ont signé, le 30 janvier 2024, un accord portant rupture conventionnelle collective au sein de My money Bank, étant précisé que 61 salariés sont partis ou partiront dans le cadre de cette rupture conventionnelle collective.

##### 2. — Projet de transformation du Groupe CCF

Lors de la réunion du conseil d'administration de My Money Bank en date du 3 décembre 2024, le directeur Général de My Money Bank a présenté le projet de transformation du Groupe à horizon 2026.

Ledit projet a également été présenté, pour discussion, au CSE de My Money Bank lors de la réunion s'étant tenue le 4 décembre 2024. Ce projet comprend notamment 270 initiatives regroupées en 31 programmes représentant 202 millions d'euros d'économies nettes, ainsi que des investissements stratégiques de 100 millions d'euros, hors TVA, pour mener à bien toutes ces initiatives.

Le conseil d'administration de la société CCF Holding a décidé le même jour de mettre en place un comité Ad Hoc du conseil d'administration (« Phoenix Committee ») afin de suivre le projet de transformation du Groupe et les investissements stratégiques y afférents au niveau du Groupe, ayant une fréquence à minima mensuelle.

### 3. – Opérations de titrisation et de refinancement

#### Liquidation des FCTs

Conformément à sa stratégie de refinancement, le groupe a procédé au cours du premier trimestre 2024 au rachat total des portefeuilles cédés aux fonds EmeraldOne et SapphireOne Auto 2022-1 entraînant la liquidation de ces fonds, pour un montant de respectivement 269 et 480 millions d'euros avec amortissement total de l'ensemble des passifs en date du 26 février 2024.

#### 4. – Contrôle URSSAF

En date du 20 janvier 2023, la société My Money Bank a reçu un avis de vérification de l'URSSAF Nord – Pas de Calais, afin de procéder au contrôle de l'application des législations relatives aux cotisations et contributions obligatoires recouvrées par les organismes de recouvrement à compter du 01/01/2020.

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2024 la société My Money Bank a reçu une proposition de rectification qu'elle a acceptée. Les impacts du redressement sont très limités

### 5. – Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société – Effet du changement climatique et stratégie bas-carbone

CCF Holding publie dans son rapport de durabilité – CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) ses impacts, risques et opportunités sur les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance ainsi que le pilotage mis en place sur l'ensemble de ces enjeux.

Ce rapport décrit notamment les risques financiers liés aux effets du changement climatique ainsi que les mesures prises par le Groupe CCF pour les réduire.

Les informations contenues dans ce rapport de durabilité concernent l'ensemble des entités du Groupe CCF dont MMB fait partie.

Le Groupe est principalement exposé aux risques climatiques au travers de ses activités de financement, de ses activités d'investissement, via la détention de titres principalement émis par des entreprises ou des Etats, des agences et biens immobiliers qu'il possède ou qu'il occupe (agences et siège en France et dans les DOMs).

### **3. – Changement de méthode**

Aucun changement de méthodes n'a affecté les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

### **4. – Principes comptables et méthodes d'évaluation**

#### **Créances sur la clientèle**

Les crédits à la clientèle sont répartis selon la nature des concours : comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle avec une segmentation sur la base d'attributs en quatre grandes catégories, les crédits à l'habitat, les crédits à la consommation, les crédits automobiles et les crédits restructurés. Les créances sur la clientèle sont ventilées entre encours sains et encours douteux.

Par ailleurs, les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées.

L'utilisation des systèmes de notation varie en fonction de la nature du produit :

- Pour la consolidation de crédits sans garantie : un score d'aide à la décision développé en interne est utilisé ;
- Pour les professionnels de l'immobilier : à l'octroi, une grille de notation interne est utilisée en parallèle de deux notations externes (BDF et Moody's scoring CMM) ;
- Pour les autres produits (DFS, DRE, ...) plus de nouvelles origination : les notations utilisées dans le cadre du suivi du risque de crédit sont les notations BDF et S&P ou Moody's quand celles-ci sont disponibles.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

#### **Créances saines**

Les créances saines sont celles qui, lors de l'analyse périodique qui est réalisée par la banque, ne présentent pas de risque de non-recouvrement et dont les échéances impayées sont inférieures ou égales à trois mois (ou six mois en matière de crédit et crédit-bail immobiliers).

### Créances douteuses

My Money Bank applique la réglementation définie par le règlement N° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire émis par l'Autorité des Normes Comptables (ANC). My Money Bank distingue comptablement les encours sains et les encours douteux. Ce règlement précise qu'une créance est déclassée en créance douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- Un risque probable ou certain de non-recouvrement (impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobiliers et depuis plus de six mois en matière de crédit et crédit-bail immobiliers) ;
- Un risque avéré sur la contrepartie lorsqu'elle présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, il existe un risque de crédit avéré pouvant se traduire par un risque de non-recouvrement (dégradation de la situation financière, procédure d'alerte) ;
- L'existence d'une procédure contentieuse (procédure de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien ...).

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, indépendamment de l'existence d'une garantie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié prenant en compte l'existence d'une éventuelle garantie. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. L'identification en encours douteux compromis intervient nécessairement au plus tard à la échéance du terme. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas la « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours porté à nouveau en encours sain, lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

### Créances restructurées

Les créances restructurées sont des créances dont les conditions de remboursement ont été modifiées afin d'alléger les mensualités, soit à la demande du client pour une renégociation de taux ou de durée consécutive à une situation financière dégradée pour le client, soit suite à un jugement en application de la loi Neiertz.

En cas de restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation à retenir est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. Afin de couvrir le risque de non-recouvrement des flux à encaisser subsistant suite à une restructuration, une dépréciation peut être constituée et vient s'ajouter au montant de la décote. Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur peuvent également être à nouveau inscrites en encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. La décote restant à amortir revêt un caractère définitif et continue d'être amortie même en cas de retour en encours sain. Après retour en encours sain, lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux et dépréciés en conséquence.

La décote constatée lors d'une restructuration est enregistrée en coût du risque, par contre son amortissement ainsi que les intérêts relatifs aux prêts sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés « prorata temporis » ainsi que les intérêts sur les échéances impayées.

### Dépréciations

Les créances douteuses, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations calculées en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif pour les prêts à taux variable, elles sont déterminées soit :

- Créance par créance en prenant en considération les garanties appelées ou susceptibles de l'être pour les activités de crédit à l'habitat et les crédits restructurés présentant une garantie immobilière,
- Pour les activités de crédits à la consommation et de crédits restructurés non sécurisés, créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'un taux de récupération, dont le calcul est fondé sur un historique de données collectées dans le temps.

Elles sont déterminées selon une fréquence mensuelle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux d'intérêt effectif.

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » pour la partie intérêts des créances.

Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrecouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

### Valorisation des garanties

Chaque prêt immobilier octroyé est assorti d'une hypothèque de premier rang. L'évaluation des biens donnés en garantie des crédits accordés est réalisée lors de l'examen de la demande de crédit.

Plusieurs types d'évaluation sont envisageables par le Groupe, soit une expertise physique du bien soit une évaluation statistique du bien (via MEILLEURSAGENTS.COM)

Le choix du type d'évaluation dépend de plusieurs éléments à savoir : Situation géographique, Montant du financement, la « Loan to Value » ratio hypothécaire déterminé en rapportant le montant du prêt octroyé à la valeur retenue du(des) bien(s) pris en garantie.

My Money Bank effectue une actualisation trimestrielle de la valeur des garanties hypothécaires. Elle s'appuie pour cela sur une méthode générique statistique, dans le respect des obligations réglementaires, en appliquant un coefficient d'actualisation à la valorisation initiale de la garantie. Ce coefficient est standardisé pour tous les dossiers réalisés le même trimestre d'une année, garantis par un gage de même nature (appartement/maison) et localisé dans une même région.

La distinction selon la région est restreinte à l'Ile De France, PACA et Rhône-Alpes. Les autres régions ne font pas l'objet d'une différenciation.

Il existe donc 8 strates différentes croisant les régions et type de gage.

Les sources de données sont basées sur l'indice INSEE qui est produit par les Notaires de France. Cet indice repose sur les prix des transactions réalisées permettant ainsi une approche précise du prix réel des biens immobiliers anciens.

### Provision sur risque de crédit sur portefeuilles homogènes

En plus des dépréciations spécifiques présentées ci-dessus, la banque comptabilise au passif du bilan une provision pour risque de crédit identifié, sur la base de portefeuille d'encours homogène et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

### Provision pour marge financière négative

Lorsque la marge financière afférente aux opérations de crédit-bail et aux opérations assimilées est négative, une provision est constituée dans les comptes sociaux, inscrite au passif du bilan. Cette analyse est réalisée pour l'ensemble du portefeuille de crédit-bail concerné, les dossiers de crédits-baux présentant une marge financière négative étant compensés par les dossiers de crédit-baux à marge positive. Au 31 décembre 2024, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre.

### Portefeuille titres

Le portefeuille titres de MMB est classé à la fois d'après la nature des titres, les objectifs de détention, les conditions de refinancement, les critères de décision de cession, la nature des gains attendus et de la réglementation comptable.

La banque identifie dans son système d'information comptable, dès leur réalisation, en date de règlement-livraison et quelle que soit la catégorie comptable à laquelle ils appartiennent, les opérations sur titres selon qu'elles concernent les activités correspondant aux catégories suivantes :

- Titres de transaction : Titres acquis sur un marché actif avec l'intention de les revendre à court terme.
- Titres d'investissement : Titres à revenu fixe, assortis d'une échéance fixée et avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.
- Titres de placement : Tous les autres titres qui ne sont pas inscrits parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement.
- Autres titres à long terme : Investissement réalisé sous forme de titres, en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.
- Titres de participation et parts dans les entreprises liées : Titres de sociétés appartenant au groupe et qui permettent l'exercice d'une influence sur l'entreprise dont les titres sont détenus et/ou représentant plus de 10 % des droits de vote dans le capital.

Les titres à revenu fixe sont enregistrés à la date de leur acquisition, pour leur prix d'acquisition. Lorsque le prix d'acquisition des titres est différent à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de cette différence est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

**Transfert d'une catégorie à une autre**

La banque n'a pas procédé au cours de l'année 2024 à des transferts de titres d'une catégorie à une autre.

**Dépréciations des titres de placement**

La revalorisation des titres de placement est réalisée trimestriellement. Au 31 décembre 2024, une dépréciation d'un montant de 1,307 millions d'euros a été constatée.

**Titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Les participations dans les entreprises liées comprennent :

- Les titres à revenu variable qui donnent des droits dans le capital d'une entreprise de façon durable.
- Les participations dans les sociétés immobilières de promotion comprennent, outre la valeur d'inventaire des titres, les avances en compte courant qui leur sont consenties.
- Les entreprises liées sont les entreprises susceptibles d'être incluses, par intégration globale, dans un même ensemble consolidable.

Les participations dans les entreprises liées font l'objet de la règle d'évaluation suivante :

- Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais. Les dividendes sont portés en compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ». En fin d'exercice, l'évolution de la situation des sociétés concernées, et leurs perspectives d'avenir conduisent, le cas échéant, à la constitution de provisions par le biais d'un test de dépréciation. Les dotations liées aux dépréciations se rapportant à ces titres sont inscrites au compte de résultat à la rubrique « gains et pertes sur actifs immobilisés ». Un test de dépréciation a été mené sur les titres, il n'a pas été constitué de provision pour dépréciation au 31 décembre 2024.

**Dettes envers les établissements de crédit**

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

**Comptes créditeurs de la clientèle**

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

**Dettes représentées par un titre**

Les primes d'émission et de remboursement des titres émis sont enregistrées en « Comptes de régularisation » à l'actif du bilan. Elles sont considérées comme des compléments d'intérêts et amorties sur les durées de vie des emprunts. Par exception à cette règle, les titres à coupon zéro sont enregistrés au passif pour le montant perçu à l'émission et majorés progressivement de la partie courue de la prime.

Par dérogation au principe de non-compensation, seul le résultat net des différents éléments composant chaque produit est comptabilisé.

**Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Immeubles : de 20 à 40 ans linéaire
- Agencements et mobilier de bureau : 10 ans linéaire
- Matériels : de 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet
- Logiciels acquis :
  - 12 mois linéaire pour les logiciels communs du marché
  - 5 ans linéaire pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.



## Dettes subordonnées

La société a contracté auprès de CCF Holding des dettes subordonnées. Ces dettes correspondent à une partie des emprunts souscrits par CCF Holding auprès du marché. Les dettes subordonnées, portées par CCF Holding auprès du marché, sont ainsi représentées par 2 types d'instruments présentant les caractéristiques suivantes :

- Des obligations subordonnées perpétuelles (« AT1 » ou « Additional Tier One »), émises en juin 2024 pour 225 millions d'euros, éligibles en tant que fonds propres complémentaires de catégorie 1. Les instruments AT1 sont des obligations dont la maturité est perpétuelle, le remboursement s'effectuant, à partir de la 5<sup>ème</sup> année (via l'exercice d'une option de rachat), à la discrétion de l'émetteur, si ses ratios de solvabilité le permettent et sous réserve de l'accord du régulateur. Le paiement du coupon – 9,25 % - est discrétionnaire. Les obligations AT1 de My Money Group sont cotées sur le marché parisien Euronext.
- Des obligations subordonnées (« Tier 2 »), émises en juillet 2021 pour 100 millions d'euros et éligibles en tant que fonds propres complémentaires de catégorie 2. Ces instruments Tier 2 permettent de renforcer et de diversifier la structure de fonds propres du Groupe pour consolider ses ratios de solvabilité et soutenir le développement de ses activités. L'instrument a également été structuré de sorte à renforcer la solvabilité du Groupe conformément aux règles fixées par la méthodologie de l'agence de notation S&P (Ratio RAC).

Le coupon est fixé à 5,25 % l'an. Les instruments Tier 2 de My Money Group sont cotés sur Euronext Paris.

Les coûts de mise en place de ces opérations (initialement supportés par CCF Holding), sont étalés sur une durée de 5 années (call option date).

Les intérêts courus non échus sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### Conditions de la subordination

Pour l'AT1 :

- Subordination dans l'ordre des créanciers (seules les actions sont plus juniors).
- Paiement du coupon discrétionnaire (à la main de l'émetteur).
- Mécanisme d'absorption des pertes si le ratio de solvabilité CET1 passe sous 5,125 %, auquel cas l'AT1 se transforme en capital CET1 ou dévalué.

Pour le Tier 2 :

- Subordination dans l'ordre des créanciers (seules les actions et l'AT1 sont plus juniors).
- Mécanisme d'absorption des pertes si le ratio de solvabilité CET1 passe sous 7 %, auquel cas le Tier 2 se transforme en capital CET1 ou dévalué.

## Engagements pour indemnités de fin de carrière et retraites complémentaires propres au Groupe

Pour couvrir les charges futures d'indemnités de fin de carrière et de retraites complémentaires propres à MMB, des contrats ont été souscrits au niveau de la société My Money Bank auprès des compagnies d'assurances. En matière d'indemnités de fin de carrière, les droits acquis sont intégralement couverts.

En ce qui concerne les retraites complémentaires versées au personnel ayant quitté le Groupe, les compagnies d'assurances ont reçu les fonds nécessaires et sont responsables du versement des rentes. Les droits acquis au titre des retraites complémentaires concernant le personnel en activité sont également totalement couverts à la fois par des fonds versés aux compagnies d'assurances et par une provision.

Les engagements sociaux font l'objet d'une évaluation actuarielle par un cabinet d'actuariat indépendant.

Le taux d'actualisation a été déterminé en référence au rendement au 31 décembre 2024 des obligations d'entreprises de première catégorie de notation financière AA ou supérieure ayant une duration comparable à la duration moyenne des engagements du Groupe dans chaque zone.

Le groupe a pris en compte l'évolution du taux d'actualisation (3,40 % au 31 décembre 2024 versus 3,20 % au 31 décembre 2023) afin de réévaluer ses engagements sociaux sur la clôture annuelle. Les autres données et hypothèses restent inchangées par rapport aux calculs au 31 décembre 2022.

## Impôt sur les bénéfices

La convention d'intégration fiscale entre chaque société membre du groupe et la tête de groupe prévoit la méthode de la neutralité, tant pour la détermination du résultat fiscal que pour le paiement de l'IS par les filiales. Ainsi, pour les besoins du calcul de sa charge d'impôt individuelle et de la participation, chaque société continue à calculer son résultat comme si elle n'était pas membre de l'intégration fiscale (déclaration 2058 A-bis).

Ceci permet de déterminer le montant d'IS à comptabiliser en charge et que chaque filiale devra verser à la société mère : prise en compte des déficits générés pendant l'intégration fiscale, quote-part de frais et charges de 5 % sur les dividendes éligibles au régime mère-fille, etc.

Chaque filiale verse donc à la société mère ses acomptes et son solde d'IS en fonction de ses résultats propres, comme si elle n'avait pas été intégrée.

La mère comptabilise la différence entre la dette d'impôt du groupe et le cumul des charges d'impôts comptabilisées par les filiales (profit ou perte d'intégration fiscale).

A noter que pour les déficits, ceux générés pendant l'intégration fiscale n'appartiennent plus à la société qui les a générés (absence de report de la déclaration 2058-B), la société mère étant seule redevable de l'IS pour l'ensemble du groupe.

Cependant selon la méthode de neutralité, ces déficits sont pris en compte pour le calcul de l'IS individuel (déclaration 2058-B bis pour la filiale pendant l'intégration fiscale).

Concernant l'exercice 2024, le résultat fiscal étant déficitaire, aucune charge d'IS calculée et comptabilisée pour My Money Bank.

### Honoraires de commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2024 et 2023 pour My Money Bank S.A. (« la société ») sont présentés dans les notes annexes des comptes consolidés du groupe CCF dont la société est une filiale directe.

### 5. – Evènements post clôture

Aucun événement marquant n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice ou n'est à venir.

### Consolidation des comptes :

Les comptes de MMB sont consolidés dans le groupe CCF – 103, rue de Grenelle - 75007 Paris 820 982 619 R.C.S Paris par la méthode de l'intégration globale.

### Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45 du CMF/Avis CNC n°2009-11) :

En application de l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, nous vous indiquons que MMB n'a pas d'implantation dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative ni dans d'autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises dans les notes annexes aux comptes consolidés de CCF HOLDING.

### Note 2. — Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés		
Opérations avec les établissements de crédit	48 922	22 343
Opérations avec la clientèle	217 227	202 350
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	16 355	37 042
Produits sur prêts subordonnés	227	0
Sous-total	282 730	261 735
Intérêts et charges assimilés		
Opérations avec les établissements de crédit	-53 946	-39 093
Opérations avec la clientèle	-121 192	-97 914
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	-2 100	-2 589
Charges sur dettes subordonnées	-13 083	-10 822
Sous-total	-190 320	-150 417
Total	92 410	111 318

## Note 3. – Produits et charges sur opérations de crédit-bail

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Loyers, indemnités et produits divers	-	682
Reprise de provisions	-	-
Plus-values de cessions	-	1 007
Récupérations sur créances amorties	-	-
Reprise des dépréciations créances douteuses	-	-
Sous-total	-	1 689
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Intérêts et charges assimilées	-	-
Dotation aux amortissements	-	-115
Dotation aux provisions	-	-
Moins-values de cessions	-	-18
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Dotation des dépréciations créances douteuses	-	-
Sous-total	-	-134
Total	-	1 555

## Note 4. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Revenu des titres à revenu variable		
Titres de placement et autres titres de l'activité de portefeuille	-	-
Titres de participation et autres titres détenus à long terme	8	11
Parts dans les entreprises liées	5 059	3 520
Total	5 068	3 531

## Note 5. – Commissions produits et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Commissions et produits assimilés		
Opérations avec la clientèle	2 279	4 671
Opérations avec les établissements de crédit	-	0
Opérations de change	0	0
Opérations sur titres	-	-
Gestion d'actifs et assurance vie	-	-
Courtage d'assurance	3 191	3 539
Engagement de financement et de garantie	4 475	6 642
Prestations de service financier diverses	101	227
Sous-total	10 045	15 079
Commissions et charges assimilées		
Opérations avec la clientèle	-18 205	-25 076
Opérations avec les établissements de crédit	-92	-138
Gestion d'actifs et assurance vie	-	-
Engagement de financement et de garantie	-21	-150
Prestations de service financier diverses	-180	-290
Sous-total	-18 498	-25 654
Total	-8 453	-10 574

## Note 6. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de négociation		
Opérations de change	13	-6
Opérations sur instruments financiers	-15 227	-16 620
Sous-total	-15 214	-16 626
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés		
Plus ou moins value sur cession de titres de placement	-487	-4
Perte sur détitrisation	-139	-
Variation de la provision sur parts des FCT et autres titres	1 099	1 231
Sous-total	473	1 227
Total	-14 741	-15 400

## Note 7. – Autres produits et autres charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Autres produits d'exploitation bancaire		
Produits liés à l'assurance	3 485	1 809
Prestations intra-groupe & charges refacturées	43 477	37 446
Produits accessoires	64	158
Transfert de charges	-	-
Reprises de provisions	-	-
Sous-total	47 026	39 413
Autres charges d'exploitation bancaire		
Debt sales	-0	-
Cotisation au Fonds de Garantie des Dépôts & Résolution	-1 556	-2 866
Autres	-92	-72
Dotation & reprise de provisions	-	-
Sous-total	-1 648	-2 938
Total	45 378	36 475

## Note 8. – Charges générales d'exploitation

**Charges générales d'exploitation**

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Charges de personnel	-86 130	-64 440
Frais de personnel	-55 281	-40 261
Charges de retraite	-10 886	-3 565
Autres charges sociales	-15 621	-16 616
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	-4 315	-3 998
Participation et intéressements des salariés	-27	0
Autres frais administratifs	-55 077	-55 661
Autres frais administratifs	-46 662	-47 409
Jetons de présence	-	-
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	-8 415	-8 252
Total	-141 207	-120 100

**Effectif moyen de l'exercice (ETP)**

	Exercice 2024	Exercice 2023
Techniciens	51	69
Cadres	486	494
Total	537	563

**Note 9. – Coût du risque**

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Coût du risque sur clientèle	-41 560	-32 753
Dotations aux provisions sur créances douteuses	-40 265	-15 894
Reprises sur provisions sur créances douteuses	12 229	12 002
Dotations aux provisions sur la clientèle	-10 261	-20 002
Reprises sur provisions sur la clientèle	3 935	23 218
Pertes sur créances irrécouvrables	-3 729	-29 394
Récupérations sur créances amorties	93	192
Actualisation CRC 2005-03	-455	25
Décote sur restructurés	-3 108	-2 900
Autres opérations	-0	500
Risque opérationnel	-	-
Cessions de créances	-	-
Total	-41 561	-32 253

**Note 10. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Immobilisations financières	-83	699
Plus ou moins-values sur titres	-	757
Variation des dépréciations sur titres	-83	-58
Immobilisations corporelles et incorporelles	-14	-576
Plus-value	-	-
Moins-value	-14	-576
Variation des dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Total	-97	123

**Note 11. – Impôt sur les bénéfices**

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôt exigible de l'exercice	-	-
Impôt exigible au titre de redressements sur exercices antérieurs	-	-
Crédit Impôt Mécénat	-	-
Profit d'intégration	-	-
Variation des provisions pour risques	-	-
Total	-	-

## Note 12. – Dotations et reprises de FRBG et provisions réglementées

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Dotation à la provision pour FRBG	-	-
Reprise de la provision pour FRBG	-	-
Total	-	-

## Note 13. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur les établissements de crédit		
Créances à vue	340 995	484 124
Créances à terme	1 059 397	1 095 275
Prêts subordonnés	10 065	10 065
Total	1 410 457	1 589 464

*Ventilation par durée résiduelle*

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement par durée résiduelle		
Créances rattachées	23 615	8 811
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	340 842	745 153
Dont prêts subordonnés	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	82 000	383 500
Dont prêts subordonnés	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	964 000	452 000
Dont prêts subordonnés	10 000	10 000
> 5 ans	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-
Total	1 410 457	1 589 464

## Note 14. – Créances sur la clientèle

*Par type de créances*

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur la clientèle par nature		
Créances sur la clientèle	4 570 007	4 895 771
Créances commerciales	-	3 325
Crédits à l'exportation	-	-
Crédits de trésorerie	1 085 629	857 994
Crédits à l'équipement	-	-
Crédits à l'habitat	3 323 434	3 801 483
Autres crédits	136 034	173 953
Prêts à la clientèle financière	11 563	18 473
Comptes ordinaires débiteurs	13 276	35 680
Valeurs non imputées	70	4 863
Créances douteuses	450 926	251 499
Dépréciation des créances sur la clientèle	-96 564	-68 074
Total	4 924 369	5 079 196

**Par qualité d'encours**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur la clientèle par qualité		
Encours sains	4 570 007	4 895 771
Encours douteux (net)	354 362	183 425
Encours douteux (brut)	450 926	251 499
Dépréciation des créances sur la clientèle	-96 564	-68 074
Total	4 924 369	5 079 196
Provisions sur la clientèle inscrite au passif	-42 026	-35 700

**Ventilation par durée résiduelle**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur la clientèle éligible au refinancement de la BDF par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	34 931	37 768
> 3 mois et ≤ 1 an	103 372	105 927
> 1 an et ≤ 5 ans	559 907	566 566
> 5 ans	1 814 142	1 907 280
Sous-total	2 512 352	2 617 541
Créances sur la clientèle non éligible au refinancement de la BDF par durée résiduelle		
Créances rattachées	14 209	16 531
Autres éléments non ventilables	390 732	309 629
≤ 3 mois	167 413	224 985
> 3 mois et ≤ 1 an	495 625	439 586
> 1 an et ≤ 5 ans	769 673	1 025 462
> 5 ans	574 365	445 462
Sous-total	2 412 017	2 461 655
Total	4 924 369	5 079 196

**Créances à la clientèle par agent économique**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Créances saines	Créances douteuses nettes de dépréciations	Créances saines	Créances douteuses nettes de dépréciations
Opérations avec la clientèle par agent économique				
Sociétés non financières	1 044 141	258 246	1 530 233	111 819
Entrepreneurs individuels	3 749	809	4 629	877
Particuliers	3 496 800	94 944	3 326 204	70 485
Autres agents non financiers	-	-	-	-
Clientèle financière	11 472	-	18 300	244
Administrations centrales	-	-	-	-
Créances rattachées	13 845	363	16 405	-
Total	4 570 007	354 362	4 895 771	183 425

**Créances à la clientèle par type de crédit**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024				
	Crédit Immobilier	Crédits Restructurés secured	Crédits Restructurés unsecured	Divers (Non Core)	Total
Opérations avec la clientèle par type de crédit					
Encours sain	1 056 704	3 141 978	365 932	5 393	4 570 007
Dont décote	-	-7 024	-7 868	-	-14 892
Dont créances rattachées	6 643	6 056	1 146	-	13 845
Encours douteux net	258 042	84 564	11 382	374	354 362
Encours douteux	326 458	89 110	15 719	19 639	450 926
Dont compromis	325 752	34 454	7 670	18 993	386 869
Dont décote	-	-29	-7 143	-	-7 172
Dont créances rattachées	255	79	30	-	364
Dépréciation des créances sur la clientèle	-68 416	-4 546	-4 337	-19 265	-96 564
Total	1 314 746	3 226 542	377 314	5 767	4 924 369
Provisions sur la clientèle inscrite au passif	-28 170	-7 982	-5 750	-124	-42 026

## Note 15. – Portefeuille des titres de placement et d'investissement

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Portefeuille des titres de placement et d'investissement		
Effets publics et valeurs assimilées	133 058	92 303
Titres de placement	93 514	93 392
Dépréciation sur titres de placement	-868	-1 340
Créances rattachées sur titres de placement	251	251
Titres d'investissement	39 863	-
Créances rattachées sur titres d'investissement	297	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	476 024	1 449 637
Titres de placement	76 637	779 255
Dépréciation sur titres de placement	-439	-1 066
Créances rattachées sur titres de placement	1 170	1 119
Titres d'investissement	394 857	664 621
Créances rattachées sur titres d'investissement	3 799	5 707
Actions et autres titres à revenu variable	491	491
Titres de placement	491	491
Créances rattachées sur actions et autres titres à revenu variable	-	-
Total	609 573	1 542 431

**Décotes et surcotes nettes restant à amortir**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Décotes/Surcotes nettes restant à amortir		
Titres de placement		
Décote/surcote	590	689
Titres d'investissement		
Décote/surcote	280	379
Total	870	1 067



**Ventilation par durée résiduelle**

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>Au 31/12/2024</b>	<b>Au 31/12/2023</b>
Effets publics et valeurs assimilées par durée résiduelle		
Créances rattachées	548	251
Autres éléments non ventilables	-867	-1 340
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	18 125	-
> 1 an et ≤ 5 ans	50 263	35 208
> 5 ans	64 989	58 184
Total	133 058	92 303
Obligations et autres titres à revenu fixe et variable par durée résiduelle		
Créances rattachées	4 969	6 826
Autres éléments non ventilables	-439	-1 066
≤ 3 mois	14 997	-
> 3 mois et ≤ 1 an	366 506	159 418
> 1 an et ≤ 5 ans	89 975	555 207
> 5 ans	507	729 743
Total	476 515	1 450 128

## Note 16. – Participations, parts dans les entreprises liées

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>Au 31/12/2024</b>	<b>Au 31/12/2023</b>
Parts dans les entreprises liées		
Filiales (50 % du capital détenu)	73 530	68 317
Valeur brute	73 727	68 431
Dépréciation	-197	-114
Sous-total	73 530	68 317
Dont établissements de crédit	73 482	68 186
Participations		
Participations (10 à 50 % du capital détenu)	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciation	-	-
Autres Participations (<10 % du capital détenu)	7 024	3 119
Valeur brute	7 024	3 119
Dépréciation	-0	-0
Sous-total	7 024	3 119
Dont établissements de crédit	7 024	3 119
Total	80 553	71 436

## Note 17. – Opérations de crédit-bail

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>Au 31/12/2024</b>	<b>Au 31/12/2023</b>
Opérations de Crédit-Bail et location avec options d'achat		
Crédit-Bail - Immobilisations (valeur nette)	-	-
Immobilisations (valeur brute)	6 078	6 078
Amortissements cumulés	-6 078	-6 078
Total	-	-

## Note 18. – Immobilisations et amortissements

**Variation des immobilisations sur la période**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Variations 2024			Au 31/12/2023
	Valeur brute (1)	Acquisitions	Cessions / Sorties	Transferts / Autres	Valeur brute (1)
Immobilisations incorporelles					
Mali de fusion	-	-	-27 968	-	27 968
Fonds commercial	-	-	-8 527	-	8 527
Concessions, licences, logiciels et autres	31 634	38	-	-	31 595
Sous-total	31 634	38	-36 495	-	68 091
Immobilisations corporelles					
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-14	-	14
Matériel et mobilier	6 983	12	-	-	6 971
Autres immobilisations corporelles	6 614	15	-	-	6 599
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-
Sous-total	13 597	27	-14	-	13 584
Immobilisations financières					
Titres de placement	77 127	17 970	-720 589	-	779 746
Titres d'investissement	394 857	-	-229 941	-39 824	664 621
Titres de participation	7 024	3 905	-	-	3 119
Parts dans les entreprises liées	73 727	5 295	-	-	68 431
Sous-total	552 735	27 170	-950 530	-39 824	1 515 918
Total	597 965	27 235	-987 039	-39 824	1 597 594

(1) Hors créances rattachées

**Variations des amortissements sur la période**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Variations 2024		Au 31/12/2023
	Dépréciations ou amortissements cumulés	Dotations	Reprises	Dépréciations ou amortissements cumulés
Immobilisations incorporelles				
Mali de fusion	-	-	27 968	-27 968
Fonds commercial	-	-	8 527	-8 527
Concessions, licences, logiciels et autres	-28 258	-1 501	-	-26 756
Sous-total	-28 258	-1 501	36 495	-63 252
Immobilisations corporelles				
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-
Matériel et mobilier	-6 441	-145	-	-6 296
Autres immobilisations corporelles	-3 239	-517	-	-2 722
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Sous-total	-9 680	-662	-	-9 019
Immobilisations financières				
Titres de placement	-439	-	627	-1 066
Titres d'investissement	-	-	-	-
Titres de participation	-0	-	-	-0
Parts dans les entreprises liées	-197	-83	-	-114
Sous-total	-637	-83	627	-1 180
Total	-38 574	-2 246	37 122	-73 451

**Variation nette des immobilisations**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024			Au 31/12/2023		
	Valeur brute (1)	Dépréciations ou amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute (1)	Dépréciations ou amortissements cumulés	Valeur nette
Immobilisations incorporelles						
Mali de fusion	-	-	-	27 968	-27 968	-
Fonds commercial	-	-	-	8 527	-8 527	-
Concessions, licences, logiciels et autres	31 634	-28 258	3 376	31 595	-26 756	4 839
Sous-total	31 634	-28 258	3 376	68 091	-63 252	4 839
Immobilisations corporelles						
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	14	-	14
Matériel et mobilier	6 983	-6 441	542	6 971	-6 296	675
Autres immobilisations corporelles	6 614	-3 239	3 375	6 599	-2 722	3 877
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Sous-total	13 597	-9 680	3 917	13 584	-9 019	4 566
Immobilisations financières						
Titres de placement	77 127	-439	76 688	779 746	-1 066	778 681
Titres d'investissement	394 857	-	394 857	664 621	-	664 621
Titres de participation	7 024	-0	7 024	3 119	-0	3 119
Parts dans les entreprises liées	73 727	-197	73 530	68 431	-114	68 317
Sous-total	552 735	-637	552 098	1 515 918	-1 180	1 514 738
Total	597 965	-38 574	559 392	1 597 594	-73 451	1 524 143

## Note 19. – Autres actifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Autres actifs		
Dépôts, avances et cautionnements	46 042	47 701
Comptes de règlement débiteur sur opérations sur titres	-	-
Fournisseurs débiteurs	34	79
Personnel	175	114
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes contestés et divers	2 551	1 010
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques, TVA	238	541
Groupe et associés - IS	-	-
Assurances	824	423
Instruments conditionnels de taux d'intérêts - Achat (Prime Swap / Swaption)	-	-
Apporteurs et partenaires	-	-
Divers	8 580	10 173
Divers douteux	-	-
Total	58 445	60 042

## Note 20. – Comptes de régularisation (actif)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Valeurs reçues à l'encaissement	290	4 310
Compte d'ajustement sur devises	0	0
Pertes potentielles sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	76 139	89 030
Charges à répartir	12 692	17 225
Charges constatées d'avance	1 601	1 282
Produits à recevoir	19 096	22 666
Assurances & partenaires	250	246
Produits financiers à terme	-	-
Autres	18 846	22 420
Comptes de régularisation divers	2 426	4 063
Impôt différé - prêts à taux zéro	-	-
Autres	2 426	4 063
Total	112 244	138 575

## Note 21. – Dettes envers les établissements de crédit

**Dettes envers les établissements de crédit par nature**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes à vue	238 301	110 000
Dettes à terme	3 373 375	2 890 861
Total	3 611 675	3 000 862

**Ventilation des dettes envers les établissements de crédit**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit par durée résiduelle		
Dettes rattachées	16 275	10 762
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	238 300	330 000
> 3 mois et ≤ 1 an	800 100	150 000
> 1 an et ≤ 5 ans	1 457 000	910 100
> 5 ans	1 100 000	1 600 000
Total	3 611 675 000	3 000 862 000

## Note 22. – Dettes envers la clientèle

**Dettes envers la clientèle par nature de dette**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes envers la clientèle		
Comptes ordinaires créditeurs	663 369	362 082
Comptes d'épargne à régime spécial	685	762 077
A vue	-	-
A terme	685	762 077
Autres dettes envers la clientèle	2 144 508	3 451 216
A vue	198	208
A terme	2 144 310	3 451 009
Dettes à terme avec clientèle financière	119 534	213 297
Total	2 928 096	4 788 673

**Ventilation des dettes clientèle par durée résiduelle**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes envers la clientèle par durée résiduelle		
Dettes rattachées	83 555	61 960
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	883 873	1 439 146
> 3 mois et ≤ 1 an	880 579	1 248 729
> 1 an et ≤ 5 ans	1 080 089	2 038 838
> 5 ans	-	-
Total	2 928 096	4 788 673

## Note 23. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes représentées par un titre		
Emprunts obligataires	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Total	-	-

**Ventilation des dettes représentées un titre par durée résiduelle**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes représentées par un titre par durée résiduelle		
Emprunts obligataires	-	-
Dettes rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Dettes rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Total	-	-

## Note 24. – Autres passifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dépôts, avances et cautionnements	-	-
Dépôts de garantie reçus sur locations (CB)	-	-
Fournisseurs	203	284
Opérations de crédit-bail et location simple	-	-
Personnel - divers	8 113	7 320
Personnel - participation des salariés & intéressement	776	-
Sécurité sociale et organismes sociaux	6 923	7 455
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes & divers	2 234	5 186
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques - TVA	1 592	1 130
Groupe et associés - IS	-	-
Assurances & assistance	1 082	1 081
Frais de recouvrement	-	-
Apporteurs & partenaires	-126	-106
Divers	10 838	8 640
Total	31 636	30 990

## Note 25. – Comptes de régularisation (passif)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Compte d'ajustement sur devises	-	-
Gains sur contrats de couverture d'IFT	2 765	3 419
Gains potentiels sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	-	-
Gains à étaler sur contrats de couverture d'IFT dénoués	2 765	3 419
Produits constatés d'avance	2 612	2 742
Opérations de crédit	-	-
Opérations de crédit-bail et location	-	-
Produits financiers autres	-	-
Etalement du prêt à taux 0 %	-	-
Divers	2 612	2 742
Charges à payer	28 279	39 269
Charges financières - Autres	-	-
Commissions et points fidélités	22 105	28 036
Refacturation groupe	-	-
Comptes de régularisation divers	6 174	11 233
Total	33 656	45 430

## Note 26. – Provisions pour risques et charges

**Principales dépréciations déduites de l'actif**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Variations 2024		Au 31/12/2023
	Dépréciations cumulées	Dotations	Reprises	Dépréciations cumulées
Principales dépréciations déduites de l'actif				
Titres et participations	1 504	83	-1 099	2 520
Effets publics et valeurs assimilées	868	-	-472	1 340
Obligations et autres titres à revenu fixe	439	-	-627	1 066
Participations	0	-	-	0
Parts dans les entreprises liées	197	83	-	114
Créances	96 607	40 719	-12 229	68 117
Etablissements de crédit	43	-	-	43
Clientèle	96 564	40 719	-12 229	68 074
Crédit-bail	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-	-36 496	36 496
Autres actifs	-	-	-	-
Total	98 111	40 802	-49 824	107 133

**Provisions pour risques et charges**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Variations 2024		Au 31/12/2023
	Provisions	Dotations	Reprises	Provisions
Provisions bancaires et non-bancaires				
Provisions non-bancaires				
Charges de retraite complémentaire	33 065	5 875	-1 881	29 072
Redressements fiscaux	-	-	-	-
Divers non-bancaire	14 204	17 491	-7 707	4 420
Sous-total	47 269	23 366	-9 588	33 491
Provisions bancaires				
Risques sur engagements hors-bilan	-	-	-	-
Sur la clientèle	42 026	10 261	-3 935	35 700
Litiges clients	-	-	-	-
Epargne logement	-	-	-	-
Sous-total	42 026	10 261	-3 935	35 700
Total	89 295	33 627	-13 523	69 191

## Note 27. – Dettes subordonnées

**Par type d'emprunt subordonnés**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes subordonnées		
Emprunts subordonnés	73 000	73 000
Emprunts subordonnés à durée indéterminée	90 000	79 000
Dettes rattachées	1 276	1 905
Total	164 276	153 905

**Ventilation des dettes subordonnées par durée résiduelle**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes subordonnées par durée résiduelle		
Dettes rattachées	1 276	1 905
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	163 000	152 000
Total	164 276	153 905

## Note 28. – Capitaux propres

**Détail des capitaux propres**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Capitaux propres hors FRBG		
Prime d'apport	-	-
Capital souscrit appelé	276 154	276 154
Capital souscrit non-appelé	-	-
Primes d'émission	28 474	28 474
Réserve légale	27 616	27 616
Autres réserves	260	260
Provisions réglementées et subventions d'investissements	-	-
Report à nouveau	100 294	128 028
Acomptes sur dividende	-	-
Résultat en instance d'approbation	-	-
Résultat de l'exercice	-65 366	-27 734
Total	367 433	432 798

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dividende	-	-
Nombre d'actions existantes	43 284 373	43 284 373

(En euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Quote-part de chaque action dans les capitaux propres	8,49	10,00
Résultat par action	-1,51	-0,64
Dividende net attribué à chaque action	-	-0,00

**Evolution des capitaux propres**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2023
Capitaux propres	432 798

(En milliers d'euros.)	Variations 2024
Résultat de la période	-65 366
Emission liée aux options de souscription d'actions	-
Augmentation de capital	-
Acompte sur dividendes	-
Autres	-



(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024
Capitaux propres	367 433

**Proposition d'affectation du résultat**

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Avant affectation du résultat		
Report à nouveau	100 294	128 028
Résultat de la période	-65 366	-27 734
Proposition d'affectation du résultat (1)		
Dividendes	-	-
Réserve légale	-	-
Autres réserves	-	-
Report à nouveau	-65 366	-27 734
Après affectation du résultat (1)		
Dividendes	-	-
Réserve légale	-	-
Autres réserves	-	-
Report à nouveau	34 929	100 294

(1) Sous réserve de l'approbation de l'AG

## Note 29. — Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

Actif (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur les établissements de crédit	1 410 457	1 589 464
Dont entreprises liées	1 291 291	1 259 457
Dont prêts subordonnés	10 065	10 065
Dont participations	-	-
Créances sur la clientèle	4 924 369	5 079 196
Dont entreprises liées	4 984	4 632
Dont participations	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe et variable	476 515	1 450 128
Dont entreprises liées	352 124	1 287 360
Dont participations	-	-
Total	6 811 340	8 118 789

Passif (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	3 611 675	3 000 862
Dont entreprises liées	3 577 016	2 745 684
Dont participations	-	-
Comptes à vue créditeurs de la clientèle	663 566	362 290
Dont entreprises liées	611 815	255 927
Dont participations	-	-
Comptes à terme créditeurs de la clientèle	2 264 529	4 426 383
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Dettes subordonnées	164 276	153 905
Dont entreprises liées	164 276	153 905
Dont participations	-	-
Total	6 704 047	7 943 439

**Produits et charges de l'exercice sur prêts et emprunts subordonnés**

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>Au 31/12/2024</b>	<b>Au 31/12/2023</b>
Produits de l'exercice sur prêts subordonnés	227	226
Dont entreprises liées	227	226
Dont participations	-	-
Charges de l'exercice sur emprunts subordonnés	-13 083	-10 822
Dont entreprises liées	-13 083	-10 822
Dont participations	-	-
Total	-12 857	-10 596

## Note 30. – Détail des intérêts (bilan)

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>Au 31/12/2024</b>	<b>Au 31/12/2023</b>
Intérêts à recevoir		
Créances envers les banques centrales	-	-
Créances sur les établissements de crédit	23 615	8 811
Créances sur la clientèle	14 209	16 531
Immobilisations financières	5 518	7 077
Comptes de régularisation actif	-	-
Total	43 341	32 419
Intérêts à payer		
Dettes envers les banques centrales	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	16 275	10 761
Comptes créditeurs de la clientèle	83 555	61 960
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes subordonnées	1 276	1 905
Comptes de régularisation passif	-	-
Total	101 106	74 626

## Note 31. – Instruments financiers à terme

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>Au 31/12/2024</b>		<b>Au 31/12/2023</b>	
	<b>Notionnel</b>	<b>Juste valeur</b>	<b>Notionnel</b>	<b>Juste valeur</b>
Swaps de taux				
Administrations centrale et assimilées	-	-	-	-
Etablissements de crédit	4 574 308	-70 445	4 788 866	-83 336
Autres contreparties	-	-	-	-
Total	4 574 308	-70 445	4 788 866	-83 336
Swaps de taux par durée résiduelle				
< 1 an	944 688	-	233 114	-
≥ 1 an et ≤ 5 ans	1 781 694	-	2 020 602	-
> 5 ans	1 847 926	-	2 535 150	-
Total	4 574 308	-	4 788 866	-

## Note 32. – Filiales et participations au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.) (sauf indication contraire)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur brute comptable des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société) :					
SOREFI 5 Rue André LARDY LA MARE, 97438 SAINTE MARIE	8 156	11 849	99,99	15 639	15 639
SOMAFI SOGUAFI ZI les MANGLES ACAJOU, 97232 LE LAMENTIN	21 181	-6 215	99,99	63 730	47 844
MMB SCF 20, avenue André Prothin, 92063 Paris la Défense	10 000	6 233	99,99	9 999	9 999
II. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire n'excède pas 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales non reprises ci-dessus. Sociétés françaises (ensemble)	-	-	0,00	245	47
Participations non reprises ci-dessus. Sociétés françaises (ensemble)	-	-	0,00	7 023	7 023

(En milliers d'euros.) (sauf indication contraire)	Au 31/12/2024				
	Prêts & avances consentis par la société et non remboursés	Montants des cautions et avals fournis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat (bénéfice net ou perte du dernier exercice)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société) :					
SOREFI 5 Rue André LARDY LA MARE, 97438 SAINTE MARIE	483 000	-	139 141	-4 308	-
SOMAFI SOGUAFI ZI les MANGLES ACAJOU, 97232 LE LAMENTIN	553 000	-	139 141	-25 241	-
MMB SCF 20, avenue André Prothin, 92063 Paris la Défense	-	2 841 762	26 983	5 533	5 060
II. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire n'excède pas 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales non reprises ci-dessus. Sociétés françaises (ensemble)	-	-	-	-	-
Participations non reprises ci-dessus. Sociétés françaises (ensemble)	-	-	-	-	-

## Note 33. – Résultat des cinq derniers exercices

(En euros.)	2020	2021	2022	2023	2024
Capital en fin d'exercice					
Capital social	276 154 300	276 154 300	276 154 300	276 154 300	276 154 300
Nombre des actions ordinaires existantes	43 284 373	43 284 373	43 284 373	43 284 373	43 284 373
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	226 557 367	230 543 875	276 293 282	441 725 104	449 994 375
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	32 424 189	8 242 120	4 148 359	-40 051 986	-51 344 970
Impôt sur les bénéfices	2 909 915	1 288 729	847 417	-	-
Participation et intéressement des salariés due au titre de l'exercice	814 475	1 668 011	1 115 203	-	776 000
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	17 934 315	15 556 454	10 910 551	-27 733 862	-65 365 733
Résultat distribué	-	-	-	-	-
Résultats par action					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	0,66	0,12	0,05	-0,93	-1,20
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	0,41	0,36	0,25	-0,64	-1,51
Dividende net attribué à chaque action	0,49	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	532	516	543	563	537
Montant de la masse salariale de l'exercice	32 557 205	33 987 982	36 866 569	37 700 323	37 545 733
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	16 570 570	18 263 341	19 784 788	20 814 723	20 146 313

## Note 34. – Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.) (sauf indication contraire) Nature	Au 31/12/2024					
	Titres (en nombre)	Valeur nette	Dont plus-value de réévaluation	Coté / Non coté	Marché actif / Non actif	Emetteur public ou autre
I. Titres de placement - Effets publics et valeurs assimilées				-		
Titres des tranches Séniors, Mezzanines & Juniors souscrites lors des émissions ABS		-	-	Coté	Marché actif	Autre émetteur
Obligations et autres titres à revenu fixe (HQLA)		76 197	-			
Dont HQLA		76 181	-	Coté	Marché actif	Autre émetteur
Dont SOLOCAL		16	-	Coté	Marché actif	Autre émetteur
Dont Effets publics		92 647	-	Coté	Marché actif	Emetteur public
Autres titres à revenu variable		297	-	Non coté	Non	Autre émetteur
Autres titres à revenu variable		194	-	Coté	Marché actif	Autre émetteur
Créances rattachées		1 422	-	N/A	N/A	N/A
Sous-total		170 757	-			
II. Titres d'investissement						
Obligations et autres titres à revenu fixe		434 720	-	Coté	Marché actif	Autre émetteur
Créances rattachées		4 096	-	N/A	N/A	N/A
Sous-total		438 816	-			
III. Titres de participation						
Actions BPI (ex OSEO)	14 059	99	-	Non coté	Non	Emetteur public
Certificat d'association Fonds Garantie des dépôts		6 924	-	Non coté	Non	Emetteur public
Sous-total		7 023	-			
IV. Titres et filiales						
Actions SOREFI	543 718	15 639	-	Non coté	Non	Autre émetteur
Actions SOMAFI-SOGUAFI	1 412 078	47 843	-	Non coté	Non	Autre émetteur
Actions MMB SCF	999 900	9 999	-	Non coté	Non	Autre émetteur
Actions SLMB	2 499	48	-	Non coté	Non	Autre émetteur
Sous-total		73 529	-			
Participations dans les sociétés immobilières de promotion non cotées		-	-			
Titres de participation et de placement dont la valeur d'inventaire est inférieure à 15 245 € par valeur		-	-			
Sous-total		-	-			
Total		690 125	-			

## V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

À l'assemblée générale de la société My Money Bank S.A.,

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société My Money Bank S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

## Fondement de l'opinion

## Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### ***Estimation, au titre du risque de crédit, des dépréciations des créances clients et de la provision statistique sur portefeuilles homogènes***

#### **Point clé de l'audit**

My Money Bank S.A. comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédits inhérents à ses activités pour un montant de 96,6 millions d'euros à l'actif et de 42 millions d'euros au passif au 31 décembre 2024 comme indiqué dans la note 14 de l'annexe aux comptes sociaux.

La direction comptabilise à l'actif des dépréciations estimées sur base individuelle en se fondant sur la valorisation du bien mis en garantie pour la principale activité de la société et sur des taux de récupérations historiques construits après le passage en douteux des créances concernées pour les autres activités de la société.

Elle comptabilise également au passif du bilan des provisions pour risque de crédit estimées sur base collective et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

L'estimation des provisions fait appel au jugement et relève d'estimations comptables du fait de l'incertitude sur les montants qui seront recouvrés ainsi que des délais pour les recouvrer.

Nous avons considéré la détermination des dépréciations des créances et des provisions pour risque de crédit comme un point clé de l'audit en raison de l'importance relative de ces postes dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination des flux futurs estimés ainsi que de la valeur des garanties associées.

#### **Réponse d'audit apportée**

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sous-jacentes et le bien-fondé des hypothèses retenues par la direction pour déterminer le montant comptabilisé au titre des dépréciations des créances à l'actif du bilan et le montant comptabilisé au passif du bilan au titre des provisions statistiques estimées sur base collective.

Nous avons :

- pris connaissance du dispositif de gouvernance et de contrôle interne relatif à l'appréciation du risque de crédit et à l'évaluation des dépréciations
- évalué les procédures de contrôle interne pour s'assurer du correct respect des normes comptables françaises relatives au risque de crédit,
- testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles clés relatifs à ces procédures y compris les contrôles informatiques pertinents, notamment ceux portant sur le correct classement des créances entre la catégorie « encours sains » et « encours douteux ».

Concernant les dépréciations déterminées sur base individuelle, nos procédures d'audit substantives ont été les suivantes :

- contrôler l'exactitude arithmétique des calculs réalisés ;
- s'assurer par sondage, de la correcte valorisation des garanties ;
- tester au 31 décembre 2024 sur une sélection de dossiers de crédit, les principaux critères appliqués pour la classification des encours douteux, ainsi que les hypothèses retenues pour l'estimation des dépréciations individuelles afférentes.

Concernant les dépréciations déterminées sur base collective, nos procédures d'audit substantives ont été les suivantes :

- contrôler l'exactitude arithmétique des calculs réalisés ;
- s'assurer de la correcte application du taux de dépréciation sur les portefeuilles de crédit

Nous avons également apprécié les informations présentées dans la note 1 « principes comptables et méthodes d'évaluation » paragraphe « dépréciations », de l'annexe aux comptes annuels, relatives au risque de crédit.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-après :

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de Commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de banques et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles ne rentrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

### **Autres informations**

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société par l'assemblée générale du 30 mai 1997 pour le cabinet KPMG S.A. et du 23 mai 2011 pour le cabinet RSM Paris.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 28<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM Paris dans sa 13<sup>ème</sup> année de mission sans interruption.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit du groupe CCF de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit du groupe CCF, un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes,  
Paris La Défense et Paris, le 13 mai 2025

KPMG S.A.  
Nicolas Bourhis  
Associé

RSM Paris  
Ratana Lyvong  
Associé

### **VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du siège social de la société.